



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/NGO/33
14 février 1995

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exposé écrit présenté par la Fédération internationale des ligues
des droits de l'homme, organisation non gouvernementale
dotée du statut consultatif de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[30 janvier 1995]

1. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et son affiliée la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH) restent vivement préoccupées par les violations des droits de l'homme au Tchad. Depuis le 1er décembre 1990, date de la prise de pouvoir par Idriss Deby (ancien collaborateur de Hissène Habre), les violations des droits humains fondamentaux demeurent flagrantes et systématiques.

2. Le Tchad a ratifié plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme : la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cependant, le Gouvernement tchadien n'a jamais présenté un seul rapport sur les mesures d'ordre législatif ou autres prises en vue de donner effet aux droits et libertés reconnus et garantis par ces instruments.

3. La FIDH et son affiliée la LTDH se sont félicitées des mesures suivantes, adoptées récemment :

a) Ratifications, le 18 juillet 1994, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son Protocole additionnel, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

b) Adoption, le 18 juillet 1994, de la loi portant création de la Commission nationale des droits de l'homme (dont le projet a été élaboré par la LTDH). Elles regrettent, cependant, qu'il ait fallu près d'un an pour que ladite loi fut adoptée, le projet ayant été présenté dès la fin de l'année 1993;

c) Adoption de la loi relative à la modification du chapitre premier du titre I du Code de procédure pénale qui place désormais la police judiciaire et les brigades de la gendarmerie sous le contrôle du Procureur général près la Cour d'appel de N'djamena;

d) Mise en place, en janvier 1995, du Haut Conseil de la communication chargé de la protection de la liberté de la presse.

4. La FIDH et son affiliée la LTDH constatent cependant une très grande distance séparant le droit de la pratique et relèvent l'inaction des pouvoirs publics pour traduire les quelques progrès réalisés dans le domaine législatif, par une amélioration réelle de la situation des droits de l'homme. Au contraire, la responsabilité des pouvoirs publics et des responsables de l'application des lois est incontestablement à l'origine d'une situation des droits de l'homme extrêmement détériorée. En effet, aujourd'hui, malgré les recommandations de la Conférence nationale souveraine, les libertés fondamentales, et en particulier le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique, les libertés d'opinion et d'expression et la séparation des pouvoirs ne sont pas garanties.

I. RESPECT DE L'INTEGRITE DES PERSONNES ET DES BIENS

A. Exécutions extrajudiciaires et disparitions

5. Le régime en place se livre délibérément à l'assassinat des personnes jouissant d'une certaine notoriété et qui s'activent pour l'instauration d'une démocratie réelle et la défense des droits de l'homme. De plus, des massacres ont été perpétrés sur la base de considérations ethniques. L'année 1994 a été marquée par une continuation des actes attentatoires à l'intégrité des personnes et leurs biens. Dès janvier 1994, des tueries ont eu lieu à Abeche, ville située à l'est du Tchad. Plus de 200 personnes ont été tuées, plus d'un millier ont été contraintes à l'exil vers le Soudan (pays voisin) et 19 autres ont disparu après avoir été enlevées de leur domicile. En août 1994, la population des cantons Mbalkabra et Kaga a été victime d'un massacre (plus de 30 morts), de sévices corporels et de pillages par les forces de l'ordre. Le 9 décembre 1994, le capitaine Mady en exercice au Ministère des armées a été abattu à 19 heures par deux hommes portant des turbans alors qu'en février 1992, le port du turban a été interdit. Aucune mesure coercitive n'a été prise pour sanctionner les contrevenants. Cette attitude s'explique par le fait que les dirigeants politiques ne veulent pas que les exécutants soient identifiés. Le 26 décembre 1994, M. Abderahim, ancien secrétaire général adjoint du gouvernement, syndicaliste employé à la Banque Meridien Biao Tchad, a été victime d'une tentative d'assassinat à son domicile, autour de 22 heures, par des hommes armés à bord d'un véhicule de marque Peugeot, type 504, non immatriculé, de couleur blanche. Le 3 janvier 1995, un homme d'affaires, Atikpoe Kobla, a été assassiné à son domicile à proximité du camp militaire en face du palais présidentiel aux environs de 2 heures du matin en présence de sa mère par trois hommes armés de kalachnikovs et de pistolets (calibre 9 mm, détenus uniquement par des militaires). Le 6 janvier 1995, un militant de la cellule de la Ligue tchadienne des droits de l'homme à Abeche, M. Belba Soronang, a été agressé vers 21 h 15 par trois hommes armés de pistolets qui l'ont grièvement blessé au front. Le 7 janvier 1995, le commandant de la brigade territoriale de la gendarmerie de la ville d'Am-Dam s'est rendu dans la localité de Magrina où il a tiré sept roquettes blessant grièvement Mme Matara Adoum, en état de grossesse de 5 mois, à la cuisse gauche. Des menaces de mort pèsent sans cesse sur les responsables du bureau directeur de la Ligue tchadienne des droits de l'homme et les militants actifs. Ainsi, M. Abou, président de la cellule de la LTDH de la ville de Lai, persécuté par les autorités locales pour avoir dénoncé des violations des droits de l'homme, est contraint de quitter cet endroit pour s'établir dans une autre ville où sa sécurité n'est toujours pas garantie.

B. Torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants

6. La torture, les sévices et traitements cruels, inhumains ou dégradants restent courants au Tchad, notamment dans les locaux de l'armée où des salles sont prévues à cet effet. Dans la ville de Bol, les personnes arrêtées sont torturées publiquement en présence de femmes et enfants. Les formes les plus courantes sont : le ligotage dit "Arbatachar" (pratique consistant à attacher les deux bras aux deux pieds derrière le dos de manière à faire bomber la poitrine, provoquant l'arrêt de la circulation sanguine et entraînant souvent la paralysie des membres), l'ingurgitation d'eau généralement non potable jusqu'à évanouissement, bastonnade, etc. Les lieutenants Porbaye et Djonatan,

accusés de détournement de fonds, n'ont fait l'objet d'aucun jugement et subissent actuellement ces traitements dans la localité de Baga-Sola. Le 26 décembre 1994, sur instructions du préfet du Ouaddai, Youssouf Togoimi, le commandant-adjoint de la légion Mahamat Djalil, a torturé M. Aleina Moussa Ismael, chef de bureau de douanes d'Abeche. Il s'est vu couper l'auriculaire gauche et placé en détention dans les geôles de la gendarmerie sans soins médicaux et dans des conditions inhumaines.

C. Arrestation arbitraire, détention et contrainte à l'exil

7. Contrairement aux dispositions de la Charte de transition ainsi que l'article 221 et suivants du Code de procédure pénale, les arrestations arbitraires constituent la règle, ainsi que la confiscation et même à la disposition des biens des citoyens illégalement détenus. Le président, le vice-président et le trésorier de la cellule de la Ligue tchadienne des droits de l'homme de la ville de Moissala ont été arrêtés et détenus arbitrairement par le sous-préfet de la localité, qui se livre fréquemment à de tels actes.

D. Le droit à un jugement public et équitable

8. La justice est constamment rendue par une série d'organes parallèles. La Garde républicaine, le Ministère de l'intérieur, la police politique et certains chefs de guerre s'adjugent les prérogatives dévolues aux magistrats. Ces derniers sont constamment traqués par l'exécutif et divers responsables militaires. L'immixtion dans les affaires judiciaires est courante. Ainsi, le président du tribunal d'Am-Timan, M. Mbaiman Goyen Joseph, est obligé de vivre caché parce qu'il est menacé par les chefs militaires Bechir Gatar et Tegume Adoum, tous deux appartenant à l'ethnie du président Idriss Deby. Cette appartenance ethnique leur confère une immunité de poursuite judiciaire même s'ils arrivent à commettre leur forfait.

E. Violation du domicile et de la correspondance

9. Le domicile et la correspondance sont régulièrement violés au Tchad. Les visites intempestives à domicile, même nocturnes, ou les perquisitions se font au mépris des normes et des conditions prévues par le Code de procédure pénale. En novembre 1994, a eu lieu une série d'intrusions, d'exactions et de voies de fait dans des domiciles commises par les forces de la Gendarmerie nationale, sous prétexte de fouille d'armes de guerre. Les forces de l'ordre en ont profité pour procéder à des vols, bastonnades, menaces et extorsions des biens, etc. En janvier 1995, une descente musclée a eu lieu au domicile d'un leader de l'opposition, M. Lamana Abdoulaye, sans aucun mandat. A la suite de cette perquisition manifestement illégale, des armes de chasse détenues conformément à la législation en vigueur et depuis des années ont été emportées par les forces de l'ordre sur instructions formelles du Ministre de l'intérieur.

II. RESPECT DES AUTRES LIBERTES INDIVIDUELLES

A. Liberté d'expression

10. Le droit à la liberté de pensée, de conscience, d'opinion et d'expression est remis en cause au Tchad malgré la législation en vigueur. Les journalistes

qui ont voulu faire jouer leur clause de conscience sont d'office écartés des organes de presse. La censure est pratiquée régulièrement.

B. Liberté de réunion et d'association

11. Les atteintes à la liberté de réunion et d'association sont monnaie courante. Le 6 janvier 1994, l'Association des étudiants de l'Université du Tchad a été provisoirement suspendue. Le 1er mai 1994, le meeting des travailleurs organisé par les deux centrales syndicales a été interdit et leurs locaux ont été occupés par la police et la gendarmerie. Une campagne d'éducation civique, organisée par le collectif des associations des droits de l'homme, véritable prélude aux élections a été interdite par le Ministre de l'intérieur, en juillet 1994. Le 23 décembre 1994, le Ministre de l'intérieur a interdit une réunion de concertation entre les partis politiques. Il a en outre interdit à la LTDH de tenir un séminaire sur l'islam et les droits de l'homme prévu pour le 2 février 1995.

C. Le processus électoral

12. Le processus électoral rencontre de grandes difficultés du fait de l'adoption des textes afférents, qui tranchent avec le consensus réalisé par la Conférence nationale souveraine. La mise sur pied de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et de la Commission nationale de recensement électoral (CNRE) est l'objet de contestations de l'opposition et de la société civile. On craint que ce processus électoral n'aboutisse pas à des élections transparentes et libres, tant en raison des problèmes - politiques - de détermination des conditions de déroulement et de supervision des scrutins que de l'inaction des pouvoirs publics dans le domaine de l'information de la population sur les pratiques électorales. Le processus électoral risque de déboucher sur une dégradation de la situation des droits de l'homme au Tchad, en raison du fait, notamment, du raidissement du pouvoir qui a rompu le consensus de la Conférence nationale souveraine et de l'opposition armée omniprésente dans le pays.

13. Le Tchad est un pays où les citoyens, les populations sont l'objet de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme imputables, au premier chef, par action ou par omission, aux pouvoirs publics et aux responsables de l'application des lois ainsi que de l'opposition armée. Mention spéciale doit être faite de la responsabilité de la Garde république dans la perpétration d'exactions importantes, un "corps" dont il faut rappeler qu'il n'a aucune existence légale. Cette situation se dégrade quotidiennement, ainsi qu'en attestent les militants des droits de l'homme tchadiens.

14. Aussi, pour conduire à une amélioration de la situation, la FIDH et son affiliée la LTDH jugent extrêmement important que la Commission des droits de l'homme nomme un rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Tchad, chargé de lui faire rapport lors de sa cinquante-deuxième session, suivant en cela la recommandation qui lui a été faite par la Sous-Commission dans sa résolution 1994/19 du 25 août 1994.
